

"Boubacar Ould Messaoud a reconnu s'être trompé dans le cas de Jabhalla"

C'est un point de presse où il aura été particulièrement question du décalage du week-end et de Jabhalla avec l'affirmation du Porte-parole du Gouvernement que Boubacar Ould Messaoud (qu'il n'a pas cité par son nom mais c'était comme si) "a reconnu ces derniers jours à certains amis avec lesquels il a parlé en toute franchise que cette fois-ci il a commis une erreur." Compte rendu.

Le décalage du week-end

Pourtant en démarrant son point de presse de ce mercredi 6 Avril 2005, le porte-parole du Gouvernement, M. Hamoud Ould Abdi devait d'emblée souligné qu'après analyse de la situation intérieure et extérieure, le Conseil des Ministres a examiné et approuvé nombre de textes, notamment ceux autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'accord de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux droits de la femme, élaborée à Maputo en 2003 et l'adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la Convention Africaine des Droits de l'Enfant. Par ces ratifications, dira le porte-parole du Gouvernement, notre pays qui avait déjà ratifié la convention

des Nations Unies contre toutes les formes de discrimination de la femme, mais aussi de torture, d'abandon, d'exploitation et de pratiques humiliantes physiques pour l'Enfant, aura renforcé son arsenal juridique pour préserver et protéger les droits de l'homme. D'autres textes seront examinés et approuvés tel celui très attendu, organisant les horaires de travail et du repos hebdomadaire sur l'ensemble du territoire national, rendant caduc le décret 2001-14 en date du 14 mars 2001 qu'il remplace. M. Ould Abdi justifiera cette mesure par le fait que notre administration était en déphasage du reste du monde avec lequel elle ne travaillait que quatre jours par semaine seulement, handicapant ainsi l'intégration de notre économie dans le marché mondial dont nous avons de plus en plus besoin, particulièrement pour l'exploitation future du pétrole.

Point de presse du Porte-parole du Gouvernement :

" Boubacar Ould Messaoud a reconnu s'être trompé dans le cas de Jabhalla "

Devant cette lourde perte née de cette situation et qui est estimée par l'étude économique pour l'année 2004 à 0,5% du PIB, soit 17 milliards 869 millions d'UM et après la consultation du Haut Conseil Islamique, faite par le président de la République pour respecter, à partir de son avis, l'intérêt du peuple et après les audiences accordées par le Premier ministre aux chefs des partis politiques, le Gouvernement a décidé, dans le cadre du décret approuvé ce jour de ramener le repos international de fin de semaine du samedi-dimanche en prenant en considération la journée du vendredi de manière à permettre aux citoyens de s'acquitter de leurs obligations religieuses. Ainsi, l'horaire de travail dans les administrations officielles sera, à compter du lundi 11 avril 2005, de 8H le matin à 17 H de l'après-midi (lundi, mardi, mercredi, jeudi) et de 8H du matin à 12H le vendredi. Ce décret ne modifie pas les exceptions accordées à certains services publics vu leurs spécificités, laissant aux ministres concernés l'organisation de leurs horaires par décision. Ces exceptions prennent en compte l'organisation du secteur privé, sauf au besoin, décision du Ministre de l'Emploi.

Face à la presse

Répondant aux questions des journalistes, notamment au sujet de la rencontre entre le PM et les chefs de partis, le porte-parole du Gouvernement dira qu'il y a un ensemble de choses qui se sont produites ces dernières semaines et qui avaient été l'une des résultantes du discours du Président à Kiffa visant à redynamiser nos institutions, donner plus d'espace de liberté dans le pays et renforcer les possibilités d'ouverture politique et partant renforcer l'Etat de droit. Et nous espérons que toutes ces démarches se poursuivent afin que tous les mauritaniens participent de manière responsable en respectant la loi à la réalisa-

tion des intérêts et des aspirations de notre peuple.

Saisissant cette première question à laquelle il se suffira de cette réponse, le Ministre de la Communication devait alors donner les résultats des fréquentations des bibliothèques pour la première semaine du mois d'Avril courant. Au total, dira-t-il, 14575 visiteurs ont fréquenté les bibliothèques en se répartissant comme suit : 2326 lecteurs scientifiques, 3602 littéraires, 1875 lecteurs islamiques et 4853 de diverses lectures.

Répondant à la double question de savoir si cette concertation est un prélude à des concertations permanentes et si certaines personnes reçues par le Premier ministre et dont on disait qu'elles ne sont pas nationalistes le sont devenues, le Porte-parole du Gouvernement dira : "ce que j'avais dit, que je dis et répète encore aujourd'hui, c'est qu'il y a des manières, des pratiques et des comportements qui ne sont pas nationalistes mais je n'ai cité personne par son nom, ni accusé personne, car je n'ai à juger quiconque et si un cas se présentait, il y a des compétences ailleurs pour le faire. Nous avons fait des remarques qui faisaient état du comportement irresponsable lorsqu'un individu agit contre les lois du pays, ne respecte pas la constitution, travaille avec l'étranger contre le pays, ne défend pas sa patrie au moment où elle en a besoin, tout cela relève de l'irresponsabilité. Et tout ce qui est contraire à de tels comportements est patriotique et responsable et nous nous en réjouissons exactement comme nous nous réjouissons aujourd'hui du changement de comportement de certaines parties qui commencent à respecter les lois du pays et que nous commençons à considérer comme étant une opposition responsable. Nous espérons que toute l'opposition de notre pays soit responsable et participe dans toutes ses formes à l'opération politique conformément aux

lois en vigueur et aux attentes du peuple. Bien entendu le Premier ministre a reçu les formations politiques qui s'activent légalement sur la scène. Quant à ceux qui bougent dans les ténèbres parce que hors la loi et que j'appelle souvent "l'opposition électronique", ils ne peuvent être reçus puisqu'en dehors du cadre légal d'audience."

Interrogé pour donner son avis sur une récente déclaration d'un leader de parti politique sur le cas de Jabhalla, le porte-parole du Gouvernement dira : "nous avons lu ce communiqué émanant de certains partis et de manière particulière, de l'un de ces partis même si les autres ont signé avec lui, parce qu'à travers le texte, sa lecture et le style de son auteur, il est évident qu'il provient d'une source donnée, connue et bien identifiée. Ce communiqué voulait sauver ces éléments qui ont pris l'habitude de faire de l'esclavage, un fonds de commerce pour ternir l'image de notre pays et nous exposer aux interpellations sur un thème où nous ne pouvons être interrogés, parce que vous savez qu'il y a l'Histoire, et notre pays à l'instar de toutes les Nations dans ce domaine, - nous ne sommes pas les seuls - mais il y a ceux qui se focalisent sur une situation donnée, étant donné les entrevues faciles, pour les exploiter et vous avez vu comment ils ont essayé de tromper cette jeune femme Jabhalla et son époux. Un jeune couple qui voulait déménager, sachant que dans notre société cela a toujours été un moment difficile, dur à accepter pour les familles de se séparer de leur fille, surtout quand le mariage en question est récent, la fille n'ayant pas pour habitude de s'éloigner et que l'époux veut prendre sa mariée très loin. La presse a été sur place pour visiter les concernés qui sont apparus sur le petit écran donnant la version réelle des faits. Donc, un jeune couple qui veut déménager, une famille qui regrette le départ de sa fille et c'est ainsi qu'un groupe dont cer-

tains ont des attaches dans la contrée mais tous dans ce groupe sont des extrémistes qui font de ce thème un fonds de commerce négocié à travers. Ils se sont consultés sur le sujet et ont rendu visite aux deux jeunes auxquels ils ont remis une enveloppe d'argent convenue à l'avance mais qui se révélera en deçà du montant espéré par le couple et tout aussi faux que le mensonge qui leur a été raconté sur les raisons des photos prises et de l'avenir radieux qui les attend avec leur fuite assurée. Ainsi le couple s'est adressé à la gendarmerie, a porté plainte et exigé qu'on lui remette les photos prises de lui. De là à raconter qu'ils sont des esclaves, ils diront que cela ne leur a pas effleuré l'esprit et ils l'ont déclaré à tous ceux qui voulaient les entendre. Quant au commentaire d'un dirigeant de parti politique sur la montre que porte au bras cette jeune fille, il est évident qu'il la méprise plus qu'il ne semble vouloir la protéger. Quant à celui qui dirige cette organisation non reconnue, il a reconnu ces derniers jours à certains amis avec lesquels il a parlé en toute franchise que cette fois-ci il a commis une erreur et l'on se souvient du cas de ce jeune homme prétendu esclave disparu alors qui était revenu plus tard pour dire qu'il avait voyagé dans le cadre de ses propres affaires et plusieurs de vos journaux ont relaté son affaire. Il avouera la vérité à ses amis que s'il reconnaissait cette erreur il perdrait toute la confiance et la crédibilité avec ses partenaires dans le monde, mais il sait que c'est une erreur. Moi, je le dis et l'affirme et lui sait de qui je le tiens. Certes ce personnage ne pratiquait pas ce fonds de commerce lorsqu'il dirigeait une grande société de la place, comme son ami qui dirige ce parti, ne versait pas dans cette fausse cause quand il était ministre et se vautrait dans son fauteuil."